

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

À Créteil, le 25 septembre 2024

Pour la construction d'un service public de la Petite Enfance, centré sur la qualité, l'accès, la prévention et l'égalité

L'ouvrage de Victor Castanet « les Ogres » relate des situations de maltraitance inacceptables et confirme les dysfonctionnements déjà relevés dans les précédents rapports des inspections générales, du Haut Conseil de la Famille, de l'Enfance et de l'Age (HCFEA), des commissions parlementaires et par des ouvrages précédents.

La Fédération générale des PEP a soutenu les recommandations des rapports de l'IGAS et du HCFEA et défendu la construction d'un service public de la petite enfance centré sur la qualité des accueils du jeune enfant et de sa famille et l'accès de tous à ces accueils dans une visée d'éducation, de prévention et d'égalité des chances sur les territoires.

La construction de ce service public nécessite un changement de paradigme des modalités de financement, seul susceptible de stopper les dysfonctionnements et situations dénoncées .

L'actuel tarification à l'activité à travers la Prestation de Service Unique conduit à la recherche de taux remplissage élevés, voire à des pratiques de « surbooking ». Les appels d'offres, dans le cadre de Délégations de Service public, développent une logique du moins-disant, favorisant les grands groupes.

La Fédération générale des PEP milite pour un modèle de financement pluriannuel qui permette aux acteurs de mettre en œuvre des projets d'accueil petite enfance adaptés aux besoins et spécificités de tous les publics, quelle que soit leur situation sociale, économique, de santé ou de handicap, et de garantir la qualité de ces accueils ; celle-ci nécessite de pouvoir inscrire dans la durée une politique des ressources humaines visant à former et accompagner les équipes de professionnels de la petite enfance contribuant ainsi à une meilleure attractivité de ces métiers. La recherche des profits ne saurait être compatible avec une politique éducative et sociale de la petite enfance.

Le réseau PEP, fort de ses 99 associations, continuera à contribuer aux travaux de construction d'un service public de la petite enfance visant la qualité éducative pour tous, au niveau national et sur les territoires.

La Fédération générale des PEP appelle le nouveau gouvernement à se saisir de ces enjeux et à mettre fin aux situations et dérives observées et dénoncées à de nombreuses reprises.